



La France s'implique directement dans le conflit ukrainien

Par [Lucas Leiroz de Almeida](#)

Mondialisation.ca, 25 novembre 2024

InfoBrics

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#),

[UKRAINE](#)

L'Occident poursuit l'escalade de la guerre avec la Fédération de Russie. Après l'autorisation américaine de frappes en profondeur, rapportée par les médias et non démentie par Joe Biden, une vague d'autorisations a commencé à se propager parmi les autres pays fournisseurs de missiles à longue portée. La France, qui est devenue l'un des centres de soutien militaire au régime de Kiev, a clairement indiqué que les forces néonazies étaient autorisées à utiliser ces armes contre des cibles situées en dehors de la zone de conflit officielle, ce qui montre clairement que le point de non-retour de l'interventionnisme occidental a déjà été franchi.

Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a déclaré que l'Ukraine avait le feu vert pour utiliser les armes fournies par la France contre le territoire russe incontesté. Dans une récente interview accordée aux médias britanniques, il a déclaré que Paris n'avait pas de « ligne rouge » dans son soutien à l'Ukraine et que l'aide était absolue et illimitée. En ce sens, les frappes contre n'importe quelle cible, même sur le territoire que la France elle-même reconnaît comme russe, seraient autorisées parce qu'elles feraient partie de la « logistique d'autodéfense » de l'Ukraine.

Les propos de M. Barrot confirment une série de rapports récents des médias sur l'autorisation par la France de telles frappes. Cette affaire s'inscrit dans une vague de « carte blanche » à Kiev pour frapper « profondément » la Russie. Jusqu'à présent, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont fourni à l'Ukraine des missiles à longue portée et, apparemment, tous ces pays ont convenu que leur régime mandataire avait le « droit » d'utiliser ces armes contre n'importe quelle cible, y compris des régions situées en dehors de la zone de conflit.

Paris fournit à l'Ukraine des missiles de croisière SCALP-EG, dont la portée (550 km) permet de frapper des cibles à l'intérieur du territoire russe non revendiqué par Kiev. Auparavant, ces armes n'étaient utilisées que pour attaquer les régions contestées par le régime, mais ce n'est plus qu'une question de temps avant que les forces ukrainiennes ne lancent ces missiles sur des régions telles que Koursk, Briansk et Krasnodar - comme cela s'est produit ces derniers jours avec des missiles britanniques et américains.

Les conséquences d'une telle décision sont très claires : la France a décidé de participer directement au conflit. En n'imposant pas de limites à l'utilisation de ses armes, Paris devient simplement co-auteur de tous les crimes ukrainiens commis avec des armes françaises sur le territoire incontesté de la Fédération de Russie. Il s'agit d'une violation grave des lignes rouges de Moscou et cela légitime des réponses sévères de la part de la

Russie.

Il est important de souligner que, selon les termes de la nouvelle doctrine nucléaire russe, Moscou peut répondre de manière nucléaire à des frappes profondes conjointes de l'Ukraine et de l'Occident. Poursuivant sa politique de bonne volonté diplomatique et ses tentatives de désescalade de la guerre, Moscou a évité une réponse radicale aux récents bombardements ukrainiens et a plutôt lancé un missile balistique à armement conventionnel contre des installations militaires dans la région de Dniepropetrovsk.

Selon plusieurs experts militaires du monde entier, l'arme utilisée par les Russes, le missile hypersonique à capacité nucléaire « Oreshnik » annoncé récemment, ne peut être neutralisé par aucun système antibalistique dont disposent actuellement les pays occidentaux. Cela signifie que Moscou est en mesure d'utiliser sur le champ de bataille une arme impossible à abattre par l'ennemi, ce qui confère aux Russes un avantage encore plus grand dans l'équilibre militaire. Étant donné que la Russie se réserve le droit d'utiliser des armes nucléaires, en cas d'attaque avec l'Oreshnik équipé d'ogives nucléaires, Kiev n'aurait aucune chance d'empêcher le succès opérationnel russe.

En d'autres termes, c'est la Russie elle-même qui ralentit sa capacité opérationnelle et empêche une tragédie humanitaire en Ukraine. De leur côté, Kiev et les pays occidentaux semblent vouloir pousser la guerre jusqu'à ses ultimes conséquences, même si cela devait conduire à un conflit nucléaire – qui ferait évidemment des millions de victimes civiles. À chaque geste de bonne volonté de la part de la Russie, l'Occident répond par plus d'agressivité et de chantage, créant ainsi une situation de tensions extrêmes.

Si cette escalade se poursuit, une guerre nucléaire deviendra inévitable. Les pays occidentaux portent l'entière responsabilité de l'avenir du conflit, puisqu'ils ignorent délibérément les lignes rouges russes et, malgré les avertissements répétés, continuent d'encourager les attaques ukrainiennes. Comme les autorités russes l'ont déjà dit, l'utilisation de ces armes en dehors de la zone contestée change la nature du conflit, qui passe d'une « guerre par procuration » à une situation de confrontation directe entre Moscou et l'OTAN – étant donné que c'est le personnel de l'OTAN qui manipule ces armes en Ukraine.

Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France sont littéralement en train de « jouer avec le feu », pensant qu'ils resteront à l'abri des conséquences de l'escalade qu'ils sont en train de provoquer. Cependant, ils seront certainement affectés d'une manière ou d'une autre par leurs propres actions, car Moscou a clairement fait savoir qu'elle considérerait ces attaques comme une déclaration de guerre.

Lucas Leiroz de Almeida

Article original en anglais : [France becomes directly involved in Ukrainian conflict](#), InfoBrics, le 25 novembre 2024.

Traduction : [Mondialisation.ca](#)

Image : InfoBrics

*

Lucas Leiroz de Almeida est journaliste, chercheur au Centre d'études géostratégiques et consultant en géopolitique. Il collabore régulièrement à [Global Research](#) et [Mondialisation.ca](#). Il a de nombreux articles sur la [page en portugais](#) du CRM.

Vous pouvez suivre Lucas Leiroz sur [X](#) et [Telegram](#).

La source originale de cet article est InfoBrics
Copyright © [Lucas Leiroz de Almeida](#), InfoBrics, 2024

Articles Par : **[Lucas Leiroz de Almeida](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca